

Au-delà du « Band Aid »

Gestion des catastrophes en Éthiopie 25 ans après la famine



Sarahaa Malmud Muhumed à côté d'un *birkhad* construit par Oxfam, un bassin protégé collectant les eaux de pluie et utilisé lors de la longue saison sèche, Harshin, région Somali. Photo : Oxfam/Maite Alvarez

En 1984, une gigantesque opération humanitaire a été mise en place pour faire face à l'épisode de famine en Éthiopie. Des milliers de vies ont ainsi été sauvées. Vingt-cinq ans plus tard, à une période où les sécheresses deviennent dangereusement fréquentes, nous devons essayer d'apporter des réponses qui vont au-delà de la solidarité internationale traditionnelle de type « Band Aid ». Pour les Éthiopiens, il est plus durable et digne d'identifier et de gérer le *risque* d'une catastrophe naturelle que de se contenter d'attendre que la catastrophe survienne. Pour les pays du nord, cette approche est également un moyen plus efficace et plus rentable d'assumer leurs responsabilités.

Toutefois, la gestion des risques de catastrophes naturelles (ou DRM, Disaster Risk Management) reste marginale. Les choses doivent changer. En première ligne des conséquences du changement climatique, les Éthiopiens ne peuvent pas attendre 25 ans de plus que le bon sens se traduise en bonnes pratiques.

Résumé

En 1984, un million d'Éthiopiens meurent lors d'un terrible épisode de famine. À cette époque, le gouvernement avait dissimulé l'ampleur de cette famine jusqu'à ce qu'un reportage bouleversant de la BBC déclenche une vague d'aide massive, avec le soutien du mouvement « Band Aid ». Bien que cette réaction soit arrivée trop tard pour un trop grand nombre, elle a permis de sauver des milliers de vies.

L'ampleur de cette souffrance vécue il y a 25 ans ne s'est pas reproduite en Éthiopie. En revanche, comme c'est encore le cas cette année, la sécheresse frappe toujours le pays. Oxfam estime que la sécheresse grève le budget éthiopien d'environ 1,1 milliard de dollars par an, engloutissant la quasi-totalité de l'aide étrangère apportée chaque année au pays. Les dégâts infligés par la sécheresse pourraient également s'aggraver. D'après certaines projections climatiques, d'ici le 50^e anniversaire de l'épisode de famine de 1984, notre représentation actuelle de la sécheresse sera la norme, frappant la région trois années sur quatre.

Chaque cas de sécheresse impose bien sûr au gouvernement de coordonner une réponse humanitaire ad hoc. Mais il convient également de se demander ce qui peut être fait pour éviter que le prochain épisode de sécheresse ne se transforme en catastrophe. La réponse humanitaire à la sécheresse et aux autres catastrophes naturelles s'exprime encore principalement sous les traits d'une solidarité internationale, par exemple sous forme d'aide alimentaire importée. Cette approche permet de sauver des vies aujourd'hui, mais n'aide pas véritablement les communautés à se préparer à la prochaine épreuve.

70 % de l'aide humanitaire envoyée en Éthiopie provient des États-Unis. La plus grande part correspond à une aide alimentaire « en nature » soumise à des conditions qui n'ont rien à voir avec le développement. Dans certains cas, 2 \$ dépensés par le contribuable américain permettent d'apporter une aide alimentaire à hauteur de seulement 1 \$. D'où cette autre question : existe-t-il un moyen plus efficace et plus rentable de gérer ce type de catastrophe ?

L'approche DRM permet en grande partie d'apporter une réponse à ces deux questions. Grâce à la DRM, les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG) et les Nations Unies travaillant en partenariat avec les communautés peuvent identifier les types de menaces (sécheresse, inondation, etc.), analyser le degré de vulnérabilité d'une communauté ou d'un pays face à ces catastrophes et décider comment réduire au mieux les risques inhérents à ces aléas climatiques avant qu'ils ne surviennent.

Ce concept n'est pas nouveau, mais reste très peu exploité dans le monde : seulement 0,14 % de l'aide internationale est allouée spécifiquement à la gestion des risques propres aux catastrophes

naturelles. Par contre, l'approche DRM ne résout pas tout : sans un développement à long terme des moyens de subsistance, par exemple en améliorant la gestion des ressources naturelles et les pratiques agricoles, les Éthiopiens seront toujours vulnérables aux catastrophes telles qu'une sécheresse. Et parallèlement, une aide d'urgence sera toujours requise. En cherchant une réponse aux catastrophes via l'approche DRM, comme le gouvernement éthiopien essaie de le faire actuellement en s'éloignant de la surdépendance vis-à-vis des mesures de solidarité internationale de type « Band Aid », la solution mise en œuvre peut s'avérer :

- Plus efficace et plus rentable : l'objectif est de réduire le besoin de recourir à une action d'urgence coûteuse. Par exemple, lors d'une sécheresse, proposer de la nourriture en échange d'un travail sur un projet de préservation de l'eau qui accroît la productivité des agriculteurs ;
- Plus durable : avec la DRM, les besoins immédiats sont comblés, avec toutefois une plus grande attention portée aux moyens dont disposent les communautés pour se préparer à faire face à la prochaine catastrophe. La DRM confère aux communautés, notamment aux femmes, la dignité de s'en sortir grâce à leurs atouts, leurs capacités et leurs pratiques ;
- Mieux adaptée à la situation des Éthiopiens : l'approche DRM valorise les capacités locales, où les personnes sont mieux placées pour comprendre et apporter une réponse aux risques.

Au cours des 25 dernières années, les avantages de cette approche DRM sont devenus si évidents que l'on est en droit de se demander pourquoi la DRM n'est toujours pas devenue la principale démarche adoptée pour gérer les catastrophes en Éthiopie. Les donateurs doivent notamment s'impliquer davantage pour lier l'action humanitaire au développement, et tous les acteurs humanitaires ont un rôle à jouer pour faire de la DRM une pratique courante :

- Le gouvernement éthiopien doit regrouper tous les acteurs importants, y compris la société civile nationale et les donateurs, dans l'optique de mener une approche coordonnée et ambitieuse en réponse aux catastrophes, ciblée sur la vulnérabilité et les risques de catastrophes, principalement ceux liés au changement climatique.
- Le gouvernement éthiopien doit également garantir que toutes les personnes affectées par les catastrophes humanitaires bénéficient de l'aide appropriée, au moment opportun.
- Les donateurs doivent intensifier leurs investissements pour développer la résilience des communautés face aux catastrophes et proposer des alternatives à l'importation d'aide alimentaire, notamment en investissant dans la production locale et régionale.
- Le Programme alimentaire mondial (PAM) doit davantage orienter ses programmes d'aide alimentaire d'urgence vers un développement plus durable.

© Oxfam International, octobre 2009

Ce document d'information a été rédigé par Nick Martlew. Oxfam remercie Marc Cohen, Fred Mousseau, et Pat Bell pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.



Oxfam International www.oxfam.org

Oxfam International est une confédération de 14 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France - Agir ici (www.oxfamfrance.org), Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Intermón Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Mexico (www.oxfammexico.org), Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz) et Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca).

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une possible affiliation complète :

Oxfam India (www.oxfamindia.org)
Oxfam Japan (www.oxfam.jp)

L'organisation suivante est liée à Oxfam International :

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep (Italie)
(<http://www.ucodep.org>)

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr

Courriel : advocacy@oxfaminternational.org